

## **Congrès Socialiste International de Vienne**

(23-29 août 1914).

### **DOCUMENTS**

## **2<sup>e</sup> Commission : LA CHERTÉ DE LA VIE**

### **RAPPORT D'OTTO BAUER**

La cherté de la vie est un phénomène international. Si de 1874 à 1895 les prix du marché mondial ont baissé, dès 1896, la hausse a commencé dans le monde capitaliste tout entier et elle s'est maintenue depuis lors. Si nous désignons par le nombre 100 le prix des vivres en 1900, nous voyons que les années suivantes il monta comme suit (1) :

	1905	1908	1910	1911	1913
Australie . . . . .	101	106	103	103	116
Belgique . . . . .	110	116	122	128	132
Allemagne . . . . .	108	112	117	118	123
France . . . . .	107	115	114	121	123
Angleterre . . . . .	103	108	109	109	115
Italie . . . . .	100	106	112	114	111
Japon . . . . .	132	136	132	138	—
Canada . . . . .	111	129	135	136	151
Hollande . . . . .	102	107	115	117	123
Norvège . . . . .	100	109	108	111	119
Autriche . . . . .	108	118	126	128	135
Russie . . . . .	112	130	116	121	—
Espagne . . . . .	109	103	—	—	—
Etats-Unis . . . . .	113	126	140	139	150

(1) Voyez Tyszka : « Tatsachen und Ursachen der internationalen Verteuerung der Lebensmittel », *Annalen für soziale Politik und Gesetzgebung*, Berlin, 1914.

Ces chiffres ne sont pas toujours et partout comparables les uns avec les autres, car ils sont le résultat de méthodes différentes. De toute façon, ils suffisent à donner une idée claire des faits suivants :

1. La cherté de la vie est un phénomène international ; elle est par conséquent explicable par le développement du capitalisme.

2. La cherté de la vie a atteint les différents pays à des degrés divers. Cette diversité est explicable, d'une part, par la différence, dans chaque pays, des conditions de production et de trafic ; d'autre part, par l'intervention de la législation et de l'administration gouvernementales.

## LE DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE DES VINGT DERNIÈRES ANNÉES

Dans le mouvement des prix des vivres se reflète tout d'abord la mesure du développement capitaliste.

La découverte des mines d'or en Californie et en Australie, vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi que la construction des grandes lignes de chemins de fer, le développement de la marine marchande, provoquèrent ce grand épanouissement de la vie économique capitaliste, qui prit soudainement fin par la crise de 1873. Cette période d'ardeur irrésistible du capitalisme fut accompagnée d'une rapide hausse des prix des vivres. Le développement plus lent de l'industrie de 1874 à 1890 coïncide avec la baisse des prix du marché mondial. En 1895, l'« index-number » de l'« Economist » atteignit son point le plus bas. Après 1895 cependant nous vivons de nouveau dans une période d'ardeur irrésistible du capitalisme, qui de nouveau est accompagnée d'une hausse des prix des vivres.

Le développement plus rapide du capitalisme pendant ces deux dernières décades, a de multiples raisons.

D'abord, le développement de la *science technique* dans ces vingt dernières années est allé extrêmement vite.

C'est surtout la méthode de production des forces motrices qui a été améliorée. L'emploi de la vapeur surchauffée dans la machine à vapeur à piston, la turbine à vapeur, le moteur Diesel, les grandes machines à gaz, tout cela constitue des acquisitions dont la conquête s'est effectuée pendant ces deux dernières décades. Le graissage ainsi que le chauffage automatiques ont abaissé les frais de main-d'œuvre.

A l'Exposition d'électricité de Francfort en 1891, on montra pour la première fois la transmission des courants rapides à grandes distances. Depuis 1895, le moteur électrique a commencé à substituer la pression d'eau dans la construction des ascenseurs, et, dans le fonctionnement des grues et des treuils, il s'est révélé supérieur au fonctionnement à vapeur. Dans les exploitations industrielles, les vieilles méthodes de répartition de force au moyen de transmissions de courroies, de la vapeur, de la pression d'eau et d'air comprimé sont supplantées par la répartition des forces au moyen de courants électriques. La force hydraulique trouve de nouveaux emplois. La force électrique est fournie à de vastes territoires par des usines centrales.

Le perfectionnement de l'extraction et de la production des matières premières marche côte à côte avec l'amélioration de la production et de la répartition des forces motrices. Dans l'exploitation des mines, l'emploi des forces naturelles pour le transport a été perfectionné. De semblables progrès ont été obtenus dans l'industrie métallurgique. Les procédés chimiques pour l'extraction du fer cru ou de la fonte peuvent être employés avec plus d'économie grâce à l'amélioration des procédés techniques, des machines de renfort, mais surtout des machines de transport et d'élévation de toute sorte. Ces procédés chimiques deviennent en même temps toujours plus perfectionnés. On réussit maintenant à transformer le minerai brut sortant des hauts fourneaux en fer ou en fonte blanche sans un nouveau conduit de chaleur, et les ouvrages de fonte ainsi obtenus sont directement laminés. Pour cette raison on bâtit maintenant les laminoirs et les aciéries tout près des hauts fourneaux. En même temps, en utilisant les gaz des hauts fourneaux comme gaz à moteurs, la production de la force motrice devient meilleur marché. Le progrès de l'industrie chimique dans ce dernier quart de siècle est énorme, surtout en ce qui concerne les substances colorantes et les nitrogènes.

Plus remarquable encore est le progrès dans la préparation des métaux. Les machines à fraiser, le tour à revolver, les divers automates, les procédés autogènes de corroyage et de sciage ont entièrement changé. Grâce à l'emploi d'aciers de qualité alliés pour la construction des machines, la vitesse de celles-ci a pu être considérablement augmentée, les tours à rotation rapide, les trépan à grande productivité donnent par l'usage d'une même quantité de force motrice une formidable hausse de rendement.

Les moyens de transport ont subi une révolution complète. L'électrification des voies ferrées, la construction électrique de lignes de chemins de fer de grand parcours, l'automobile, le bouleversement dans la construction des navires par la turbine à vapeur, les grands moteurs Diesel pour les navires, l'allongement de navires de transport, l'achèvement des lignes de téléphone interurbaines, la télégraphie sans fil, sont des événements dans le développement de la technique, qui se sont produits pendant ce dernier quart de siècle. La révolution qui s'est produite dans la construction des maisons et dans les plans des villes n'est pas moins grande. L'usage du ciment armé, la construction de systèmes de chauffage central et de salles de bain, ainsi que le bouleversement dans la technique de l'éclairage, caractérisent le développement le plus récent.

Ces exemples suffisent pour montrer la rapidité du progrès technique pendant ces deux dernières décades. Il n'y a guère de branche d'industrie à laquelle ce dernier quart de siècle n'ait apporté de nouvelles méthodes ou de nouvelles machines.

Ce progrès de la technique a été accompagné par un perfectionnement aussi rapide de l'hygiène publique. La mortalité est moindre. La moyenne de la durée de la vie s'est prolongée. Là où ce développement n'a pas été enrayé par une trop grande diminution des naissances, il y a eu une rapide *augmentation de la population*. Ainsi, en Allemagne, il y a eu pour chaque mille habitants :

	Décès	Plus de naissances que de décès
1881 à 1890 . . . . .	26.5	11.7
1891 à 1900 . . . . .	23.5	13.9
1901 à 1910 . . . . .	19.7	14.3

La population de l'empire allemand a passé en trente ans de 45 à 65 millions. Cette augmentation de population s'est produite plus vite encore dans les pays qui ont réussi à attirer vers eux de grandes masses d'émigrants. Ainsi, la population des Etats-Unis s'élevait :

	Millions
En 1880 . . . . .	50.1
» 1890 . . . . .	62.8
» 1900 . . . . .	75.9
» 1910 . . . . .	91.9

Les pays avec la plus grande augmentation de population, surtout l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon, ont eu la plus grosse part du développement économique des dernières décades.

En même temps l'*expansion du capitalisme* s'est accomplie avec rapidité. Le moyen et l'indice les plus importants de cette expansion sont la densité des voies de trafic. La longueur des chemins de fer en exploitation s'élevait :

	En 1891	En 1911
	Kilomètres	
Europe . . . . .	223,869	338,880
Amérique . . . . .	331,417	541,028
Asie . . . . .	33,724	105,011
Afrique . . . . .	9,386	40,489
Australie . . . . .	18,889	32,401
Total :	617,285	1,057,809

Dans une période de vingt ans le réseau mondial des lignes de chemin de fer s'est allongé de 71 p. c., et dans les pays d'outre-mer beaucoup plus vite qu'en Europe.

L'expansion des pays d'outre-mer par le capitalisme européen et américain lui ouvre toujours de nouveaux territoires de placement et de débit. L'accroissement des importations montre avec quelle rapidité ce débit de marchandises croît dans les pays d'outre-mer.

Suivant leur valeur, les importations s'élevèrent :

	En 1893	En 1912
	en millions de marks	
Afrique anglaise du Sud . . . . .	282.0	825.9
Algérie . . . . .	194.3	534.5
Tunisie . . . . .	31.1	99.2
Indes anglaises . . . . .	1,000.5	2,086.3
Straits Settlements . . . . .	372.5	1,066.5
Canada . . . . .	541.8	2,236.2
Australie . . . . .	485.5	1,326.3
Egypte . . . . .	180.9	537.6
Argentine . . . . .	389.7	1,558.7
Mexique . . . . .	182.3	383.6
Chine . . . . .	616.4	1,327.1
Japon . . . . .	228.6	1,299.9

Les importations du Brésil ont monté de 613 millions de marks qu'elles étaient en 1895 à 1,302.3 millions en 1912; celles de la Corée qui s'élevaient à 28.3 millions en 1902, ont monté à 83.8 millions en 1910. Les importations de la Perse de 94.3 millions en 1901 à 181.7 en 1912. Nous voyons donc se produire dans tous les pays directement ou indirectement asservis par la domination du capital européen et américain, une énorme augmentation des importations. Le territoire de placement du capitalisme s'étend toujours davantage.

Enfin, la vitesse du développement économique est de plus accélérée par la hausse de la *production de l'or*.

La production de l'or se monta à :

	Kilogrammes
Moyenne annuelle de 1886 à 1890 . . . . .	169,869
» 1891 » 1895 . . . . .	245,170
» 1896 » 1900 . . . . .	387,257
» 1901 » 1905 . . . . .	484,639
» 1906 » 1910 . . . . .	652,166
» en 1911 . . . . .	692,000
» 1912 . . . . .	707,000

Le prodigieux bouleversement de la technique, la rapide augmentation de la population, l'expansion accélérée du capitalisme et la hausse de la production de l'or, voilà bien les raisons principales du rapide développement économique des deux dernières décades.

Le rapide développement de l'industrie a augmenté prodigieusement l'usage des matières brutes. Les exemples suivants le démontrent :

	Production du charbon		Production du fer brut	
	1892	1912	1892	1912
	par 1,000 tonnes			
Allemagne . . . . .	92,544	259,435	4,937	17,853
France . . . . .	26,178	41,308	2,057	4,872
Angleterre . . . . .	184,704	264,749	6,817	10,033
Autriche . . . . .	29,038	51,527	944	2,785
Russie . . . . .	6,946	26,636	1,072	3,588
Etats-Unis . . . . .	162,685	450,165	9,304	30,203

La classe ouvrière a tiré profit de la situation favorable de ces deux dernières décades. Par suite de la force de ses syndicats, elle a obtenu de plus hauts salaires. La production pour les propres besoins du producteur est supplantée par la production pour le marché : les paysans achètent sur le marché des articles qu'ils produisaient auparavant. L'élévation du niveau général d'instruction éveille dans la masse du peuple de nouveaux besoins. La demande pour les articles d'alimentation, pour les logements, pour toutes sortes d'articles à l'usage des masses monte vite.

Le développement impétueux de l'industrie, pendant ces dernières décades, a augmenté rapidement les besoins de l'industrie pour les matières brutes, comme aussi la demande pour tous objets servant à la consommation des masses s'est accrue. Mais *le développement de l'agriculture n'a pu suivre le développement de l'industrie*. L'agriculture n'a pu souvent augmenter sa production, ou, lorsqu'elle l'a pu, elle a augmenté le prix de production, pour pouvoir répondre à la demande de l'industrie et à l'augmentation de sa productivité. Cette disproportion est une des causes de la cherté de la vie.

## LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

### a) *L'agriculture européenne.*

L'agriculture a eu aussi sa part dans le progrès technique des deux dernières décades. L'amélioration de la machinerie agricole, l'usage des engrais artificiels, le perfectionnement de l'élevage et de l'assolement, l'étroite association entre l'agriculture et l'industrie, ont augmenté le rendement de la culture agricole et de l'élevage.

Malgré cela, l'agriculture des Etats de l'Europe centrale et occidentale n'est plus, depuis déjà longtemps, en état de satisfaire à la demandes des articles d'alimentation nécessaires. Dans les Etats industriels, il se produit d'ailleurs un déplacement incessant de la population agricole vers l'industrie. Dans presque tous ces pays, la part de la population adonnée à l'agriculture diminue rapidement. Pour cent travailleurs, appartenant à l'agriculture ou au travail forestier :

Sur cent travailleurs étaient employés  
dans l'agriculture

Belgique	en 1890	22.9	en 1900	21.1
Allemagne	» 1895	37.5	» 1907	35.2
Angleterre	» 1891	15.0	» 1901	12.7
Hollande	» 1889	32.7	» 1899	30.7
Norvège	» 1891	49.6	» 1900	41.0
Autriche	» 1890	64.4	» 1900	60.9
Suède	» 1890	54.0	» 1900	49.8
Suisse	» 1888	37.4	» 1900	30.9
Hongrie	» 1890	71.0	» 1900	69.7

Ces chiffres des différents Etats ne peuvent être comparés entre eux, car ils ont été obtenus par des méthodes différentes. Dans chaque pays cependant, ils montrent que la population agricole diminue et que la population industrielle augmente. En Italie et au Danemark seulement, il s'est produit une augmentation de la population agricole par rapport à la population générale. Pour la France, le recensement de 1906 indique pour l'agriculture 42.7 p. c. des travailleurs, contre 41.8 p. c. en 1901. Cette variation doit cependant être attribuée à une conception plus exacte de la statistique, car on y a compris aussi les membres de la famille aidant au travail des champs.

La population des villes et des centres industriels croît beaucoup plus vite que celle des milieux agricoles. Cette dernière, malgré l'augmentation de la productivité de son travail, ne peut plus subvenir aux besoins des masses populaires industrielles pour les produits de la terre et les bestiaux. Les Etats industriels de l'Europe centrale et occidentale doivent par conséquent importer de l'étranger une part toujours plus grande de vivres et de matières premières, dont ils ont besoin.

Des pays, lesquels il y a peu de temps exportaient des aliments à l'étranger, sont devenus eux-mêmes dépendants de l'importation étrangère. Pour l'Autriche-Hongrie par exemple, les chiffres suivants montreront comment on passe de l'exportation à l'importation des grains :

	Importation de blé en millions de couronnes	Exportation de blé
En 1892	11.8	107.6
» 1902	33.2	78.9
» 1910	75.3	39.9
» 1911	88.1	23.3
» 1912	122.0	47.0

Pour couvrir les besoins d'importation des Etats industriels de l'Europe occidentale et centrale, il est tout d'abord fait appel aux Etats agraires de l'Europe orientale. La nature a donné à ces Etats un sol fertile, dont les produits pourraient sûrement nourrir l'Europe. Mais les rapports sociaux en vigueur ne permettent pas de tirer profit des richesses enfouies dans le sol. La culture de la terre est confiée à des personnes pauvres et ignorantes, dont la propriété est trop petite. Leur instruction est trop insuffisante et leur façon de penser trop conservatrice pour pouvoir entreprendre une culture et un élevage rationnels. Pour montrer combien rétrograde est l'agriculture des pays de l'Europe orientale, il suffira d'établir la comparaison de leur rendement par hectare avec celle des pays de l'Europe occidentale et centrale. Un hectare de terre à froment rapporta en 1911-1912:

Europe Occidentale et Centrale		Europe Orientale	
	Quintaux		Quintaux
Belgique . . . . .	26.6	Bosnie . . . . .	8.7
Bohême . . . . .	22.0	Bulgarie . . . . .	11.8
Allemagne. . . . .	22.6	Galicie.. . . .	13.4
Angleterre. . . . .	19.5	Roumanie . . . . .	11.8
Irlande . . . . .	23.4	Russie . . . . .	6.9
Hollande . . . . .	26.3	Serbie . . . . .	9.0
Suède . . . . .	22.0	Hongrie . . . . .	12.7

Le développement de l'agriculture russe a la plus grande importance pour l'approvisionnement en vivres de l'Europe. La surface des terres exploitables pour l'agriculture, en Russie d'Europe, est, en effet, plus étendue que celle de tous les autres pays d'Europe réunis. La base de l'agriculture russe fut créée par un vol monstrueux commis au détriment des paysans russes, par l'« émancipation » tsariste des paysans, qui eut lieu en 1861. Les paysans propriétaires russes n'obtinrent guère plus, en moyenne, que 3.2 Dessiatines (1 Dessiatine = 1.09 hectare). Il est vrai que durant les quarante années suivantes, les terres des paysans augmentèrent de 20 p. c., soit par achat, soit par fermage. Mais la population augmenta en même temps de 45 millions à 85 millions. La limitation de la terre paysane a occasionné un énorme gaspillage des forces de la nature et du travail.

Comme les paysans reçurent peu de terres, ils furent obligés, afin d'approvisionner de blé la masse toujours croissante de la popu-

lation, de labourer le plus possible de ces terres. Les terres en friche diminuèrent. Les éléments nutritifs qu'on enlève à la terre ne lui sont pas rendus, et le sol se trouve bientôt épuisé. Cet épuisement s'est encore plus accru par suite de l'insuffisance des engrais. Lors de « l'émancipation des paysans », ceux-ci obtinrent trop peu de pâturages et de prairies. Depuis cette époque, l'élevage du bétail est allé constamment en diminuant. Sur mille Dessiatines de terres paysannes, il y avait, en 1880, 655 bêtes de somme ; en 1890, 631 ; en 1900, 602. La diminution de la terre en friche et de l'emploi des engrais produisit l'épuisement du sol. Dans la décade suivant 1890, le produit des terres communales (Mir) resta en moyenne 17 p. c. en deça des besoins d'alimentation des paysans, si l'on accepte de désigner ce besoin par 19 pouds par tête. (Un poud équivaut à 16.38 kilog.) (1).

Avec le gaspillage des forces du sol, la force du travail fut dissipée aussi. A la campagne, la population croissante n'a pu trouver d'emploi pour sa force de travail. D'après une donnée officielle on n'aurait eu besoin pour la récolte de 1900 que de 11 millions de travailleurs, et 44 millions de travailleurs étaient disponibles !

La culture intensive fut enrayée par la dépendance des paysans du Mir, par le morcellement du sol en une quantité de petites terres dispersées par la responsabilité solidaire de la communauté agraire au point de vue du paiement des impôts, par la législation tsariste de 1893 qui empêche le paysan de prendre des hypothèques, rendant ainsi toute amélioration impossible et livrant le paysan à l'usurier. La cause principale a été le peu d'étendue de la terre arable, comme aussi la pauvreté des cultivateurs et les infimes connaissances techniques de ces paysans, tenus dans l'ignorance et éloignés de la civilisation par le gouvernement tsariste.

Ce mauvais état de choses sera-t-il allégé par la réforme agraire, à laquelle le gouvernement russe, sous la pression de la révolution, s'est décidé ? Il faudra en attendre les résultats. Jusqu'à présent, l'agriculture russe n'a pu d'aucune façon couvrir les besoins de l'industrie de l'Europe occidentale et centrale. Le système du gouvernement tsariste empêche de tirer profit des richesses naturelles de l'Europe orientale. Et c'est pourquoi l'Europe est obligée, pour l'importation des denrées, de dépendre des pays d'outre-mer, mais surtout de l'Amérique.

---

(1) Voyez Prever : *Die russische Agrarreform*, Iéna, 1914.

b) *L'agriculture américaine.*

La population des Etats-Unis a augmenté de 16 millions pendant ces dernières années. Une petite partie de cette augmentation est échue à l'agriculture, la plus grosse part des émigrants a afflué vers l'industrie, les mines, le commerce et le transport. De 1900 à 1910 la population des villes a augmenté de 11.8 millions, tandis que celle des champs s'est accrue de 4.1 millions seulement. Tandis que l'ensemble de la population a augmenté de 21 p. c., le nombre des fermes n'a subi qu'une hausse de 10.9 p. c., l'ensemble des terres à fermes que de 4.8 p. c. et la surface cultivée à l'intérieur des fermes est montée de 15.4 p. c. Jusqu'en 1900, le nombre des fermes et l'expansion des terres à fermes a monté plus vite que la population, mais aujourd'hui l'augmentation croissante du nombre des fermes et l'expansion de leur surface restent bien en deça de la croissance de la population. (1)

La puissante industrie américaine a battu l'agriculture dans la lutte pour l'attraction des forces ouvrières.

D'après les données du Département de l'Agriculture, l'ensemble des terres capables d'être cultivées a déjà été pris en possession. Il n'existe plus de terre, capable d'être exploitée, qui n'ait trouvé son propriétaire. Sans doute une grande partie de ces terres occupées est encore « unimproved » c'est-à-dire pas encore cultivée. Mais la culture en sera faite avec des frais toujours plus élevés.

Même sur les vieilles terres déjà cultivées, la culture demande de plus grosses dépenses. Les salaires, par suite de la pénurie de travailleurs, ont augmenté. Les propriétaires agricoles, à cause d'une plus grande intensité du Capital (perfectionnement des machines, usage plus fréquent des engrais, etc.), doivent chercher à retirer du sol un plus grand rendement. De plus, l'épuisement des terres dans les Etats de l'Est, oblige de plus en plus à un assolement plus parfait. Tandis que d'un côté la superficie des champs cultivables s'étend lentement, d'un autre côté l'intensivité de la production sur les vieilles terres, produit un coût de production toujours croissant.

En même temps les rapports entre l'agriculture et l'élevage se modifient. Jusqu'à présent le paturage régnait dans les immenses steppes

---

(1) Voyez Augstin : « Die Entwicklung der Landwirtschaft in den Vereinigten Staaten », *Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, vol. 141.

des états de l'Ouest. Les bœufs y étaient gardés jusqu'à l'âge de deux ou trois ans, puis amenés vers les Etats de l'Est et là on les engraisait. Maintenant l'agriculture s'avance vers l'Ouest. L'Irrigation et le « dry farming » rendent l'agriculture possible sur ce sol aride de steppe. Là où le terrain est réservé et les sources d'eau sont mises à profit par les colons, l'élevage extensif doit cesser. La limitation des terres à pâturage produit, soit la diminution de l'élevage en général, soit le remplacement de l'exploitation extensive des pâturages par un élevage intensif à l'aide d'étables et d'affouragement d'hiver. Ce système occasionne naturellement des frais d'élevage coûteux.

La baisse de l'élevage du bétail de steppe a eu pour conséquence que les engraisseurs de bestiaux qui habitaient les régions où se cultivait le maïs ne se sont plus trouvés en état de se procurer le nombre nécessaire de bœufs à bon marché. Et c'est pourquoi les Etats de l'Est se voient obligés d'élever eux-mêmes le bétail à engraisser. Pour pouvoir obtenir des terrains à pâturage, ils sont obligés de limiter la culture du blé.

Les résultats de ces déplacements dans l'agriculture sont les suivants :

1. Les terrains cultivés avec du blé n'augmentent pas énormément. Il est vrai que l'agriculture s'étend vers l'Ouest, mais par contre dans beaucoup de terres de l'Est on limite la culture du froment et du maïs en faveur de la culture du foin. Comme en même temps les besoins en blé des Etats-Unis, par suite de l'énorme augmentation de population croît vite, il reste toujours de moins en moins des grains pour l'exportation. Ce fait est démontré par les chiffres suivants :

	Récolte de froment	Exportat <sup>r</sup> de froment
	en 1,000 tonnes	
1901 . . . . .	15,419	6,397
1902 . . . . .	22,099	6,933
1903 . . . . .	19,785	6,028
1904 . . . . .	18,832	3,570
1905 . . . . .	16,310	1,319
1906 . . . . .	20,461	2,883
1907 . . . . .	16,803	4,349
1908 . . . . .	21,709	4,823
1909 . . . . .	20,177	3,374
1910 . . . . .	18,753	1,382

Pendant qu'en 1901 l'on pouvait exporter 41 p. c. des récoltes et 31 p. c. en 1902, en 1909, il n'était plus que 17 p. c. et en 1910 que 7 p. c. de la récolte disponible pour l'exportation. Les Etats-Unis, qui autrefois étaient le grenier du monde, sont devenus un Etat industriel, qui a besoin d'une part toujours croissante de ses récoltes pour la nourriture de sa propre population. Si les grands excédents de blé des Etats-Unis furent une des causes de la baisse universelle des prix des denrées de 1870 à 1880, aujourd'hui l'épuisement graduel de ces surplus est une des causes de la cherté de la vie.

2. Les Etats-Unis ne peuvent donner au marché mondial qu'une part de leur récolte — plus petite qu'autrefois — et ils livrent cette part à des prix plus élevés. Le prix des grains est fixé par le coût de la production des divers champs cultivés; le bas coût de la production sur les meilleures sortes de terres n'abaisse pas le prix; il ne fait qu'assurer aux propriétaires des terres la rente différentielle. Or, les meilleures sortes de terres sont cultivées depuis longtemps. Aujourd'hui, l'expansion de l'agriculture américaine se produit surtout du côté des arides territoires de l'Ouest. Ceux-ci nécessitent de gros travaux d'irrigation, l'application de la culture sèche (Dry farming), c'est-à-dire un coût de production élevé et des prix de transport élevés, ce qui produit par conséquent la hausse du prix des grains. La moyenne du prix d'exportation d'un bushel de froment américain, qui s'élevait en 1895 à 0.58 dollar, atteignit en 1909 et 1910 la somme de 1.02 dollar et en 1911 1.93 dollar!

3. L'expansion de l'agriculture dans les territoires arides a eu en même temps pour conséquence une baisse de l'élevage des bestiaux. L'augmentation du bétail ne marche pas d'un pas égal avec l'augmentation de la population. A 100 habitants correspondaient en 1880: 79 bœufs et 98 porcs; en 1912: 60 bœufs et 60 porcs. Par conséquent, une baisse continuelle de l'exportation. En 1905 on a exporté 567,000 bœufs, en 1910 139,000.

L'exportation de la viande et des produits de la laiterie s'élevait :

	Millions de marks
en 1901 . . . . .	829.2
en 1905 . . . . .	715.7
en 1910 . . . . .	549.9

Si donc en général, il y a baisse dans l'élevage du bétail, l'élevage

et l'engraissement par la transformation de l'élevage dans les steppes en élevage intensif, reviennent beaucoup plus cher. De là une hausse des prix sur tous les produits de l'élevage.

L'époque où les grands excédents de l'agriculture et de l'élevage de l'Amérique du Nord étaient à la disposition du marché mondial à de très bas prix, est passée. D'autres pays sont en train de prendre la place occupée autrefois par les Etats-Unis. Ce sont de jeunes colonies qui ont encore à leur disposition d'immenses surfaces de terres vierges. En premier lieu, le Canada et la République Argentine. Mais le développement de ces pays ne se produit pas si vite, pour que l'Europe puisse être dédommée de la baisse des excédents de vivres des Etats-Unis. Quoique chaque année un immense courant d'émigration venant des pays de l'Europe orientale et méridionale s'écoule vers l'Amérique, une partie seulement de ce courant se dirige vers l'agriculture du Canada et de l'Argentine pour essarter les terres et y étendre la culture. La masse des émigrants est attirée par l'industrie et les mines des Etats-Unis. Le procès de l'industrialisation s'est aussi emparé de l'émigrant européen. L'« abandon des champs » ou le « manque de bras » de l'agriculture européenne trouvent leur pendant, dans le fait que les colonies agricoles ne trouvent pas le nombre nécessaire de colons pour l'expansion rapide de la culture, car l'industrie de l'Amérique du Nord attire vers elle l'émigrant européen. L'expansion de la culture lorsque l'attraction des émigrants vers l'agriculture devient plus difficile encore, est entravée par la situation de propriété, comme par exemple en Argentine, où les Latifundia enrayent le développement agricole.

### c) *Industrie et agriculture.*

Pendant ces vingt dernières années, l'industrie s'est très rapidement développée partout. La demande de matières premières et d'aliments s'est fortement accrue. Et cependant, le développement de l'agriculture et de l'élevage est resté bien en arrière de cet accroissement. Cette disproportion est une des raisons de la cherté de la vie. La production agricole ne répondant pas à la demande des peuples industriels, le prix des grains, des fourrages, du coton, des bestiaux, des peaux et fourrures et de la laine ont subi une hausse.

Ce n'est pas parce que la nature est parcimonieuse que l'agriculture des pays industriels n'est pas en mesure de livrer les quantités de matière brute et les aliments qu'ils consommeraient à des prix qui n'auraient pas subi de hausse. La production agricole mon-

diale, pourrait, même avec le niveau de production et de trafic atteint à ce jour, être considérablement augmentée. D'après Ballod, on pourrait, par exemple, doubler la surface mondiale cultivable pour le froment (1).

En outre, la production par hectare pourrait être, ainsi que nous l'a montré la comparaison de la production entre les divers pays, considérablement augmentée. Ce ne sont pas des entraves naturelles immuables qui empêchent l'expansion de la production agricole, mais bien des entraves sociales transformables.

Le mode de production capitaliste repose sur la propriété privée des biens-fonds. La société laisse l'homme produire les vivres sans lui donner la connaissance ou les moyens nécessaires pour tirer du sol tout ce qui est possible. Sur la plus grande étendue du globe la technique agricole mise en usage est dans une épouvantable disproportion avec la technique agricole actuelle, résultat de la science moderne.

La propriété privée des moyens de production provoque l'anarchie du mode de production capitaliste. La société laisse aux capitalistes le choix d'investir leur capital dans la branche d'industrie qu'ils veulent, et elle laisse aux ouvriers le soin d'utiliser leur force de travail dans la branche de production qu'ils veulent. L'anarchie du mode de production amène toujours de nouveau la disproportion dans la production. Ainsi, le commerce international des dernières décades a aggloméré le capital et les forces de travail dans les villes et les territoires industriels d'Europe et d'Amérique, sans se préoccuper si, en même temps, la production des vivres ou des matières premières brutes pour les besoins de ces masses toujours croissantes, augmentait dans la même mesure. Par la hausse des prix universels, la société s'aperçoit qu'elle ne peut impunément augmenter le nombre des machines à filer, sans augmenter en même temps, et dans la même proportion, la culture du coton. Elle ne peut non plus impunément agglomérer des masses de prolétaires dans les villes industrielles, sans que la culture des grains et l'élevage croissent dans la même mesure.

La cherté de la vie place par conséquent le socialisme international devant sa véritable tâche, c'est-à-dire de libérer l'approvisionnement

---

(1) Ballod : *Grundriss der Statistik*, Berlin 1913. Pages 87 et suivantes.

du peuple avec tout ce dont il a besoin, de la domination, de la force économique et de la recherche du profit des particuliers, d'élever la production et la distribution au rang de chose publique, d'incorporer tous les travailleurs au service d'une société organisée pour les distribuer ensuite dans toutes les branches de la production dans la proportion où la société a besoin de leur travail.

## L'AGGLOMERATION DE LA POPULATION

La croissance rapide de l'industrie dans les deux dernières décades a accéléré l'agglomération de la population dans les grandes villes et dans les territoires industriels.

L'Allemagne comptait en 1895, 28 villes avec plus de 100,000 habitants, avec une population totale de 7,261,000 personnes; en 1910 elle avait déjà 48 grandes villes avec plus de 100,000 habitants, avec une population de 13,823,348. Plus rapide encore est la croissance des villes d'Amérique. Les Etats-Unis comptent déjà 50 villes avec plus de 100,000 habitants.

L'« urbanisation » des masses populaires s'est opérée dans ces vingt dernières années avec grande célérité. Jamais les plaintes sur le manque de bras aux champs, sur le manque de logements à la ville, ne furent plus fortes que pendant ces dernières décades.

L'agglomération de la population, la croissance rapide des villes, provoquent l'augmentation des loyers, des logements, des magasins et des ateliers, la hausse de la rente foncière ainsi que de la valeur des terrains.

L'augmentation des loyers est, dans la cherté de la vie, le phénomène qui touche le plus profondément les travailleurs. L'augmentation des loyers des magasins, des ateliers augmente aussi les frais de l'artisan et du boutiquier des villes, plus spécialement encore les frais du commerce de détail. L'élévation de ces frais amène de nouveau une hausse sur les prix des marchandises. La propriété privée des bien-fonds dans les villes n'est pas seulement la cause principale de la cherté des loyers, mais aussi celle de la hausse des marchandises en général.

Toute ville reçoit une certaine quantité de produits périssables, tels que lait, légumes, etc., et elle les reçoit en premier lieu de ses environs. Cependant, plus la population de la ville grandit, plus

aussi doit grandir le territoire qui pourvoit la ville de ces vivres. Dans les petites villes, dont les besoins peuvent être couverts par un petit cercle de fournisseurs vivant à leur alentour, les producteurs ruraux peuvent livrer leurs marchandises directement aux consommateurs, ou, tout au plus, par l'entremise de petits débiteurs. Mais, si le cercle s'agrandit, alors l'intermédiaire se faufille entre le producteur rural et le consommateur urbain. L'intermédiaire achète les produits à la campagne et les revend sur les marchés municipaux à des détaillants. Avec la croissance des villes, un intermédiaire ne suffit plus, les produits passent entre les mains d'une kyrielle de marchands, avant qu'ils viennent de la ferme dans la ville. L'élargissement du cercle autour de la ville, cercle qui pourvoit aux besoins de produits périssables, augmente encore le prix des marchandises par un surcroît du coût de transport et de vente.

En outre, le *capital commercial* devient le maître de l'approvisionnement alimentaire de la ville. Parfois un cercle de peu de capitalistes réussit à se rendre maître, en le monopolisant, du marché aux bestiaux ou de la fourniture du lait de toute une ville. Il n'est pas rare de voir aussi le capital commercial arriver à une situation prédominante en accordant du crédit, soit au producteur, soit à l'intermédiaire qui achète les produits du paysan, ou bien, d'autre part, au petit débiteur des villes. Il les met ainsi sous sa dépendance. Pareils faits se présentent souvent, sur les marchés à bestiaux des grandes villes. En pareils cas, le capital commercial peut revendre à la ville les produits agricoles et le bétail à des prix bien au-dessus de ceux des producteurs.

Entre temps, le développement rapide des associations agricoles amène la suppression des intermédiaires. Les organisations des propriétaires agricoles supplantent le capital commercial. Le rapport direct entre le producteur rural et le consommateur urbain est rétabli par la coopérative. Mais le délogement du capital commercial par la coopérative des propriétaires agricoles, amène rarement une réduction des prix. Généralement ce changement amené par la formation des coopératives agricoles, agit comme l'ont fait les cartels industriels: les syndicats agricoles, après avoir conquis le monopole sur le marché des villes, dictent aux consommateurs des prix de monopole. Ces associations de propriétaires agricoles, ont fréquemment pendant ces dernières décades, augmenté tout particulièrement le prix du lait dans les grandes villes.

La grande différentiation entre la ville et les champs, est un résultat du développement capitaliste. Le mode de production capitaliste laisse aux capitalistes la liberté de fixer les lieux de production à l'endroit qui bon leur semble, et de déterminer la place où les travailleurs doivent être agglomérés. Il provoque ainsi l'engorgement des villes et la désertion des champs. La croissance rapide des villes et des territoires industriels provoque des augmentations de prix qui sont des phénomènes inhérents au développement et qui, en dernier ressort, ont les mêmes racines que la disproportion entre la production industrielle et la production agricole, c'est-à-dire l'anarchie du mode de production capitaliste, conséquence de la propriété privée des moyens de production.

## L'ORGANISATION DES ENTREPRENEURS CAPITALISTES

La transformation de la structure intérieure de l'industrie pendant ces vingt dernières années, a suivi la même évolution que la formidable croissance extérieure.

Les capitalistes aspirent, dans toutes les branches de l'industrie, à supprimer la concurrence entre eux, et à se libérer de la domination de prix de marchandises en fondant des associations monopolisatrices, qui dominent les prix.

Les résultats de ces efforts sont les cartels, les syndicats et les trusts.

Aussitôt que dans une branche de l'industrie, ce monopole privé se réalise, et que la concurrence est abolie, le prix des marchandises se sépare alors du prix de revient. Le prix de monopole se substitue, au prix de concurrence. La diminution du coût de production n'abaisse plus les prix, elle ne fait qu'augmenter les profits des capitalistes.

Sans doute, l'augmentation du taux des profits dans les branches de production trustifiées et cartellisées peut être la cause que de nouveaux capitaux leur affluent, et que, par conséquent, soit par la naissance de nouvelles usines appartenant au trust elles-mêmes, une réduction de prix leur soit imposée.

Mais de plus en plus on évite avec succès de tels contrecoups, d'un côté, par la puissance des grandes banques, qui en bloquant les crédits évitent la fondation de nouvelles usines, et de plus forcent contre

la volonté même de leurs propriétaires, toutes les entreprises se trouvant sous leur contrôle, à entrer dans les cartels et dans les trusts; d'un autre côté par les différentes méthodes tendantes à l'obligation d'organisation dont les trusts et cartels industriels eux-mêmes se servent pour la lutte contre les industriels qui sont en dehors de leur organisation. (1)

Là où il arrive d'endiguer de cette façon la liberté du capital et de supprimer la liberté de concurrence, les prix des produits du cartel ou du trust sont indépendants du prix de revient.

Le Cartel ou le Trust réussit tout d'abord là où il trouve un soutien dans la monopolisation des richesses naturelles. Le trust du pétrole et le trust de l'acier américains, le syndicat rhéno-westphalien du charbon, l'association des aciéries allemandes, le comptoir de Longwy, le cartel autricien du fer, reposent tous sur la monopolisation des richesses de la terre par le Capital.

L'augmentation causée par ces monopoles privés sur les prix des matières premières abaisse les taux de profit des branches d'industrie qui élaborent ces matières premières.

De ce fait les capitalistes de ces branches d'industrie se voient obligés d'essayer d'élever aussi leurs prix, en formant à leur tour des Cartels et des Trusts. La fondation de tout trust ou cartel a pour effet d'accélérer la formation de nouveaux cartels et trusts.

En général, ce mouvement s'étant limité jusqu'à présent à l'industrie de l'élaboration des matières premières et des articles à demi fabriqués. La formation de monopoles dans l'industrie des articles finis, n'a que rarement réussi. Malgré cela, les prix de ces marchandises ont aussi été élevés, afin de pouvoir décharger sur le consommateur, au moins en partie, l'élévation de prix de la matière première.

Le développement technique de ces deux dernières décades a élevé la productivité du travail et a abaissé les prix de revient de l'industrie. Malgré cela, les prix des produits de l'industrie ne sont pas, en général, tombés, mais bien montés. Cela est occasionné par le fait que la diminution des prix de revient des industries élaborant la matière brute, est plus que compensée par la plus grande cherté de la matière elle-même, produite en partie par la disproportion

---

(1) Voyez Hilferding, *Das Finanzkapital*, Wien, 1913. Kestner : *Der Organisationszwang*, Berlin, 1912.

entre le développement industriel et agricole, et aussi par la transformation du prix de concurrence en prix de monopole. La cherté de la vie est par suite une conséquence, d'un côté de la concurrence entre les diverses sphères de production et particulièrement entre l'industrie et l'agriculture pour le capital et les bras, et de l'autre côté, pour la suppression de la concurrence à l'intérieur de certaines sphères d'industrie (1).

D'un côté encore, elle est la conséquence de l'anarchie du mode de production capitaliste, et de l'autre côté, l'effet de l'organisation des entrepreneurs capitalistes.

Dans les branches de production cartelisées et trustifiées, la production est déjà socialisée. Les moyens de production et les forces de travail sont dirigés méthodiquement d'un même endroit. Mais cette socialisation n'a pas été produite par la société et pour la société, mais bien par le capital aux dépens de la société. Cette socialisation capitaliste est une des causes de la cherté de la vie. Ce qui doit se produire maintenant, c'est la transmission de ces moyens de production, socialisés par le Capital, à la société elle-même, pour devenir la propriété de celle-ci. La nation à la place des trusts, voilà la réalisation que la cherté des vivres impose à la classe ouvrière.

## LA DIMINUTION DE LA VALEUR DE L'OR

Par la découverte de nouvelles mines d'or et la révolution dans l'extraction de l'or nécessitant moins de travail, la valeur en a baissé. De ce fait, le rapport de l'échange entre l'or et la denrée a changé. La baisse de la valeur de l'or se reflète dans la hausse du prix des denrées. La justesse de cette opinion a été contestée par certains économistes (2).

---

(1) Voyez Marx, *Theorien über den Mehrwert*, II, 1, pp, 58 et suiv.

(2) Voyez Bauer, *Die Teuerung*, Vienne 1910. — Varga, *Goldproduktion und Teuerung*. — Hilffording, *Geld und Ware*. — Bauer, *Goldproduktion und Teuerung*, « *Neue Zeit* » XXX 2. — Karski, *Teuerung, Warenpreise und Goldproduktion*, Dresde, 1913. — Kautsky, *Die Wandlungen in der Goldproduktion*, 16. Jhrg. Heft der « *Neuen Zeit* ».

Il faut reconnaître aux adversaires de cette opinion que la diminution du coût de l'extraction de l'or, n'est pas la seule et n'est pas même la principale raison de la cherté de la vie. Mais cependant, à côté des autres causes, la diminution de la valeur de l'or est bien une des raisons de la cherté de la vie. La possibilité d'extraire de l'or à peu de frais, a provoqué une augmentation considérable de la production de l'or. Nous avons déjà indiqué plus haut que l'augmentation de la production de l'or est une des raisons de l'accélération de la vitesse du développement économique qui produit l'évolution amenant les hauts prix.

La production capitaliste repose sur la division sociale du travail. Chaque branche de production fabrique des marchandises pour les besoins de la société et reçoit de la société, comme contre-valeur, des produits du travail d'autres branches de production.

Aussi longtemps cependant que la production sociale reposera sur la propriété privée des moyens de production, la division du produit du travail social aux diverses branches de production ne sera pas faite par une action consciente et réglée de la société organisée elle-même, mais bien par l'achat et la vente, par l'échange de marchandises contre argent et d'argent contre marchandises. Le caractère social du travail, les rapports de la production sociale s'incarnent dans des choses en nature, en or, en argent. Le sort de ces choses en nature révolutionne par conséquent les proportions de la production sociale. Les changements dans les conditions de production d'une chose, de l'or, révolutionnent les rapports sociaux entre les hommes. Si la classe ouvrière se révolte contre la cherté de la vie, elle se rebelle contre le fait que les rapports sociaux entre les hommes soient revêtus des rapports de prix entre les choses. Elle s'insurge contre la continuation de la façon d'être du mode capitaliste de production, contre la continuation du contraste entre la production sociale et la propriété privée des moyens de production.

## L'INFLUENCE DE L'ETAT SUR LA FORMATION DES PRIX.

### *a. Impôts et Dettes publiques.*

Dans tous les pays capitalistes, les dépenses des Etats et des municipalités ont, pendant ces dernières décades, considérablement augmenté. La hausse des dépenses publiques est en partie une consé-

quence de l'élévation des exigences de l'administration causée par la cherté générale et accélérée, par l'agglomération de la population dans les grandes villes et dans les territoires industriels, et, en partie, le résultat des formidables augmentations de dépenses pour le militarisme et le marinisme. Les dépenses des six grands états européens et des Etats-Unis d'Amérique pour l'armée et la marine, se montèrent, sans les crédits extraordinaires pour la guerre des Balkans,

	En 1891	Millions	En 1912
Armée . . . . .	2,664.2		4,661.5
Marine . . . . .	882.0		2,878.0
	<hr/>		
Total	3,546.2		7,539.5

Les grandes dépenses pour le militarisme et le marinisme sont en partie couvertes par une augmentation des impôts. L'élévation des impôts indirects amène la hausse des prix des denrées. Mais les capitalistes atteints par les impôts directs, peuvent en partie se décharger du paiement de ces impôts sur les acheteurs de leurs produits.

Les impôts croissent même plus vite que les dettes publiques. De 1891 à 1912, les dettes publiques des 5 grandes puissances du continent européen, en excluant celles des Etats fédérés allemands et des provinces d'Autriche, sont montées de 57,409 millions de marks à 76,625. L'encombrement des marchés financiers par des papiers de dette publique rend plus difficile l'écoulement de la cédula hypothécaire; l'argent des caisses d'épargne lui est soustrait, et l'acquisition des fonds nécessaires pour les crédits hypothécaires est rendue plus difficile. Pour cette raison, la construction est paralysée en général, la disette des logements dans les villes s'accroît, et la cherté des logements s'ensuit. D'autre part, l'élévation de la productivité de l'agriculture est ralentie par suite de la difficulté de se procurer des crédits pour l'amélioration des exploitations. L'augmentation des dettes publiques contribue ainsi au renchérissement des logements et des aliments. Dans les hauts prix que le peuple doit payer pour les vivres et les logements, se cache aussi son tribut pour l'impérialisme et le militarisme.

*b. Droits de douane et interdiction d'importation.*

Sous la pression de la révolution économique de ces dernières décades, l'efficacité des droits de douane a entièrement changé.

Lorsque les Etats-Unis et la Russie de 1876 à 1890 environ, jetèrent leur excédent de grain à bon marché sur les marchés européens, les Etats du continent européen cherchèrent à protéger leur agriculture, contre une concurrence supérieure, par des barrières douanières. Cette concurrence livrait des grains sur les marchés européens à des prix inférieurs au prix de revient des grains cultivés dans l'Europe centrale. Les droits de douane parurent alors nécessaires pour sauver de la ruine la culture des grains de l'Europe centrale et pour éviter la prolétarianisation trop rapide des petits propriétaires. L'action des droits de douane sur les prix des grains, ne se fit pas alors sentir, il est vrai que les droits de douane maintinrent les prix de l'intérieur du montant de ces droits au-dessus des prix mondiaux, mais comme les prix mondiaux baissèrent, il s'ensuivit que le prix intérieur des grains des pays protecteurs baissa aussi, aussi longtemps que les droits de douane ne furent pas changés.

Aujourd'hui la situation est de beaucoup différente. Le « danger américain » ne menace plus l'agriculture européenne. Les prix mondiaux ont tant monté que l'agriculture européenne n'a plus besoin de barrières douanières pour pouvoir subsister. Le prix de 1,000 kilogrammes de froment s'éleva en moyenne par an, en marks:

	Chicago	Londres	Odessa	Paris	Berlin	Vienne
En 1903	120	135	113	186	161	149
En 1904	153	144	121	180	174	175
En 1905	148	149	126	191	175	168
En 1906	121	143	120	192	180	152
En 1907	137	155	178	195	206	190
En 1908	150	160	177	184	211	222
En 1909	173	186	173	198	233	264
En 1910	159	157	147	213	211	214
En 1911	144	155	146	212	204	220
En 1912	153	172	162	235	217	215

A la fin d'une période de dix ans le prix est à peu près aussi haut à Chicago, à Londres, et à Odessa qu'il l'était au commencement de la période à Paris, à Berlin, à Vienne. Les prix du marché mondial sont aujourd'hui aussi hauts que l'était celui des Etats protecteurs il y a quelques années. L'agriculture de l'Europe centrale pourrait exister aujourd'hui sans droit de douane sur les grains.

Mais si les droits de douane sur les grains ne sont plus nécessaires, leur action sur le prix des grains se fait cependant sentir beaucoup plus qu'autrefois. Notre tableau montre que les prix dans les Etats aux barrières douanières sont beaucoup plus élevés que les prix du marché mondial.

Dans une période où même les prix du marché mondial sont oppressants, le renchérissement des grains au-delà de ces prix est insupportable. Si les barrières douanières ont autrefois ralenti la baisse des prix des grains, elles accélèrent aujourd'hui, dans les pays protégés par ces barrières, la hausse des prix des grains.

La prohibition que certains Etats ont décrétée, d'importer du bétail ou de la viande, pèse encore plus lourdement sur le prix des grains. Si les prix de la viande de boucherie ont partout monté, plus vite encore que les prix des grains, la hausse est particulièrement dans les pays où la prohibition a été décrétée. (1)

Cent kilogrammes de bétail coûtaient (en marks) :

	à Londres	à Londres	à Paris	à Berlin	à Vienne
Viande argentine	Poids net	Viande anglaise	Poids net	Poids du bétail abattu	Poids du bétail vivant
1903	—	—	115.2	129.0	62.8
1904	—	101.9	113.3	131.5	63.4
1905	47.6	99.0	114.5	137.5	69.1
1906	49.3	97.5	103.5	147.7	69.1
1907	53.1	101.7	122.0	146.6	71.4
1908	58.0	104.3	127.2	139.6	66.3
1909	52.4	106.4	125.3	131.6	68.3
1910	58.2	112.8	120.1	145.0	74.7
1911	51.1	107.1	135.7	153.7	86.2
1912	60.5	117.0	136.3	166.2	91.8

Les prix augmentent partout. Ils augmentent surtout en Allemagne et en Autriche, parce que, sous prétexte de devoir protéger leur bétail contre les épidémies, ces pays ont défendu l'importation de bétail étranger.

Tyszka dans son ouvrage déjà cité, rend tangible l'action des

(1) Voyez Spahn : *Theorie der Preisverschiebung*, Vienne 1913.

droits de douane sur les grains et celle de la prohibition de l'importation de bétail ou de viande, de la façon suivante : Il représente par le nombre 100, la dépense moyenne d'un ménage pour le pain et la viande de 1896 à 1900, et il calcule ensuite comment la dépense pour cette même consommation a augmenté. Le calcul donne les résultats suivants :

	Pain				Viande de bœuf			
	Allem.	Autr.	Anglet.	Holl.	Allem.	Autr.	Anglet.	Holl.
1896 à 1900	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1901 à 1905	102.3	92.8	101.8	96.9	108.3	102.4	106.0	121.3
1906 à 1910	124.4	114.6	110.8	114.1	122.0	117.1	109.2	125.4
1911/12	127.7	117.0	113.8	114.5	130.0	138.5	117.8	126.9

La hausse de la dépense pour le pain, mais surtout pour la viande en Allemagne et en Autriche est beaucoup plus forte qu'en Angleterre et en Hollande, par conséquent dans les Etats aux barrières douanières, plus que dans les Etats où règne le libre-échange.

De même que l'effet des tarifs agraires protecteurs a changé, de même l'effet des tarifs industriels protecteurs n'est plus le même. Les Etats du continent européen et les Etats-Unis d'Amérique ont pris l'initiative d'instituer des droits de douane sur les produits industriels, pour protéger leur industrie contre la concurrence supérieure d'Etats industriels plus vieux, surtout l'Angleterre. Ce que l'on voulait, c'est que sous la protection des droits de douane, l'industrie se développât. Les droits de douane ne devaient pas pour toujours entrer dans le prix de la marchandise; on espérait que la concurrence abaisserait d'autant plus vite les prix, que le développement de l'industrie sous la protection du tarif douanier s'accélérait. Le droit de douane ne devait pas non plus être éternel. On croyait qu'il ne serait plus nécessaire aussitôt que la jeune industrie, sous la protection du tarif douanier, serait devenue assez forte pour soutenir la concurrence avec l'industrie étrangère.

Cependant, depuis que le développement du capitalisme moderne a amené la formation de cartels, de syndicats et de trusts, l'effet du tarif douanier est tout autre. Les droits de douane rendent possible dans la plupart des cas, d'abord, la formation de monopoles capitalistes privés. Une comparaison de l'économie politique anglaise avec celle de l'Allemagne, des Etats-Unis et de l'Autriche, montre tout de suite que le nombre et la puissance des monopoles capitalistes privés dans les Etats protecteurs sont beaucoup plus grands que dans les

pays libre-échangistes. Le tarif douanier fixe aussi le prix que les cartels et les trusts peuvent obtenir pour leurs marchandises sur le marché intérieur. Comme les cartels et les trusts peuvent toujours tirer profit du tarif douanier, le prix peut être d'autant plus haut que les droits de douane sont élevés. Enfin, le tarif douanier ne sert plus à défendre le marché intérieur, mais aussi à attaquer la concurrence pour le marché mondial; le sur-profit que les trusts et les cartels font sur le marché intérieur, grâce au tarif douanier, leur permet, par des primes à l'exportation, de forcer l'exportation.

Les tarifs douaniers sur les produits de l'Industrie ne sont plus, par conséquent, une institution passagère, nécessaire à une industrie aussi longtemps qu'elle est en formation, afin de pouvoir concurrencer les industries étrangères, plus vieilles et plus développées. Le capital en a besoin même à son âge mûr, même si l'industrie a atteint son plus grand point de productivité, afin que l'existence des trusts et des cartels soit assurée, afin de tenir haut les prix du marché intérieur, et, enfin, pour augmenter sa force dans la lutte de concurrence sur le marché mondial (1). Les tarifs douaniers sur les produits industriels, de « tarifs de défense » sont devenus des tarifs protecteurs de cartels, et, dans les pays protecteurs, ils agissent avec beaucoup plus d'efficacité dans la formation des prix qu'autrefois. Si dans les pays protecteurs, ils augmentent la cherté de la vie, dans les pays de libre-échange, ils agissent inversement, car ils accélèrent et poussent à l'exportation à « tout prix » (dumping) par les cartels des pays protecteurs dans les pays de libre échange, grâce aux hautes primes à l'exportation.

Les marchandises que les cartels et les trusts amènent sur le marché, sont donc spécialement des matières premières et des articles à demi-fabriqués. Les tarifs protecteurs de cartels ont donc la tendance, d'une part, de renchérir sensiblement les matières brutes et les articles à demi-fabriqués des pays protecteurs, d'autre part de les rendre meilleur marché dans les pays de libre-échange.

Dans l'industrie protectrice de matières premières et d'articles à demi-fabriqués, les rapports de la concurrence sont déplacés par ce fait. Comme ces matières premières et ces articles à demi-fabriqués sont à la disposition des Etats libre-échangistes, à meilleur marché

---

(1) Voyez Hilferding, *Der Funktionswandel des Schutzzolls*, Neue Zeit, XX, 2.

que dans les Etats protecteurs, leur industrie de produits achevés est supérieure à celles des pays protecteurs.

Pour cette raison, ces derniers ne peuvent dédommager leur industrie qu'en partie, pour le marché intérieur en mettant des barrières de droits protecteurs sur les produits achevés de l'industrie.

S'il y a des tarifs protecteurs sur le fer, il est nécessaire d'avoir des droits sur les machines. S'il y a un droit de douane sur les fils de coton, il en faudra un aussi sur les tissus, sur le linge et sur les vêtements. Il se bâtit de cette façon sur le tarif protecteur des matières brutes et des produits à demi-fabriqués, contrôlés par les cartels et les trusts, tout un système de tarifs protecteurs industriels, qui renchérisent tous les produits de l'industrie. Le niveau du prix général est, de cette façon, considérablement augmenté.

## LA LUTTE CONTRE LA CHERTE DE LA VIE.

### a) *La lutte contre les droits protecteurs.*

La hausse des prix du marché mondial est une conséquence du développement infiniment rapide du capitalisme pendant ce dernier quart de siècle. Comme elle découle de la nature essentielle du capitalisme, elle ne peut, dans la société capitaliste, être supprimée. Mais ce que la classe ouvrière peut faire, c'est, dans chaque pays, entreprendre la lutte afin que les prix des marchandises dans leur pays même, ne montent pas au-dessus des prix du marché mondial. La lutte de la classe ouvrière sera d'abord entreprise contre toutes mesures législatives ou administratives du gouvernement tendantes à faire hausser le prix au-dessus du niveau du prix mondial.

Tant que la hausse des prix des marchandises est une conséquence de l'élévation des impôts et de l'accroissement de la dette publique, la lutte de la classe ouvrière doit être menée contre la cherté de la vie, en combattant le militarisme et le marinisme. La classe ouvrière doit aussi réclamer le remplacement des impôts sur les aliments et sur les logements populaires par des impôts directs sur la propriété.

Si la hausse du prix des marchandises est une conséquence de la politique douanière d'un état particulier, la lutte de la classe ouvrière doit alors être dirigée contre les droits protecteurs et contre la prohibition d'importation. Par suite du développement du commerce international de ces derniers vingt ans, la classe ouvrière

est obligée d'empêcher la mise en vigueur de droits protecteurs dans les pays qui, jusqu'à présent, étaient restés fidèles au libre-échange et elle doit travailler à la suppression des droits protecteurs dans les pays où il en existe déjà. La classe ouvrière doit mener le combat contre le système de tarifs protecteurs, sans pour cela tomber dans l'illusion du libre-échange.

Le libre-échange signifie que tout pays doit dépendre absolument du marché mondial ; il signifie la concurrence sans bornes entre tous les pays, et la conséquence en est la lutte jusqu'à l'extermination, avec ses crises, ses banqueroutes, ses chômages et ses salaires de famine.

Le système protecteur signifie le blocus hostile d'un pays contre l'autre, le monopole des cartels et des trusts dans chaque pays qui fait affamer les masses par une cherté plus grande encore de la vie.

Aucun des deux systèmes de la politique économique capitaliste ne peut guérir les maux du mode de production capitaliste. Chacun d'eux évite les maux de l'autre, pour y substituer d'autres maux. Le système douanier protecteur ne peut supprimer le chômage, pas plus que le libre-échange ne peut supprimer la cherté de la vie. Le chômage et la cherté de la vie ne disparaîtront qu'avec l'avènement du socialisme.

Mais dans la phase actuelle du développement capitaliste, surtout dans les pays industriels très avancés, le système douanier protecteur est le plus grand des maux.

Le prolétariat ne doit pas lutter contre tout système douanier protecteur sans discernement. Mais de toute façon, il doit lutter contre les deux sortes de droits douaniers qui sont les bases du système douanier protecteur d'aujourd'hui : les droits de douane agraires et les droits de douane protégeant les cartels et les trusts.

Tout d'abord, la lutte doit être menée contre les droits sur les aliments, sur les grains et fourrages, sur le bétail et la viande ; contre la prohibition d'importer du bétail et de la viande. La hausse des prix du marché mondial a rendu ces droits inutiles et insupportables.

La classe ouvrière dans sa lutte contre le tarif agraire protecteur ne doit pas se laisser leurrer par le faux argument que les tarifs protecteurs sont nécessaires pour empêcher la masse de petits propriétaires ruraux de sombrer. A cet argument, elle répondra par les faits suivants :

1. — Par les prix du marché mondial actuels, l'agriculture de l'Europe centrale et occidentale pourrait subsister, même sans tarif protecteur. Même, si par suite de la suppression des droits, il s'ensuivait une certaine réduction de la production agricole, le développement de l'industrie s'accélérait, car les populations urbaines pourraient acheter plus de produits industriels quand elles sont en mesure de couvrir leurs besoins d'aliments avec moins d'argent. La diminution de la demande de bras pour l'agriculture serait compensée par l'augmentation de la demande de bras pour l'industrie.

2. — Ce sont précisément les petits propriétaires agricoles, qui se rapprochent le plus du prolétariat, qui n'ont aucun intérêt aux droits protecteurs, puisqu'ils font de la culture de grains, non pour le marché, mais pour leur propre usage. Si par contre, ils sont obligés d'acheter leurs grains, ils doivent, tout comme les autres, supporter la perte occasionnée par les prix du tarif protecteur.

3. — Dans les territoires avec le système de fermage, la hausse des prix occasionnée par les droits de douane amène l'élévation des prix du fermage. Ce n'est pas le fermier-laboureur qui profite du système douanier protecteur, mais bien le propriétaire oisif.

Dans les territoires où le propriétaire agricole exploite lui-même sa terre, la hausse des prix à la suite du système douanier protecteur amène une élévation du prix des terres, et par suite aussi une élévation des charges hypothécaires. Ce n'est donc pas le propriétaire mais bien le capital hypothécaire qui est avantagé par le système douanier protecteur.

Ainsi, en Autriche, à chaque bien-fonds (avec l'exception des propriétés urbaines et minières) qui, par suite d'un achat ou de succession, passa en d'autres mains, il y a eu une nouvelle charge hypothécaire de la moyenne suivante (en couronnes) :

	Biens achetés	Biens hérités
1892 . . . . .	2243	1456
1901 . . . . .	2774	1784
1911 . . . . .	4495	2020

4. La hausse des prix fonciers rend plus difficile aux ouvriers agricoles et aux petits paysans l'acquisition de terres. Elle facilite la concentration de la propriété foncière au profit des grands propriétaires.

Aucune considération sociale-politique n'empêche par conséquent

la classe ouvrière de travailler à la suppression du système protecteur.

La lutte de la classe ouvrière doit se diriger ensuite contre les droits protecteurs qui empêchent l'étranger de faire concurrence aux cartels, syndicats et trusts, qui assurent aussi un monopole privé, et leur permettent de maintenir de hauts prix à l'intérieur et l'exportation « à tout prix » vers l'extérieur.

La classe ouvrière, dans sa lutte contre les droits de douane protégeant les cartels, ne doit pas se laisser leurrer par l'argument fondé sur de fausses apparences « de l'harmonie des intérêts du capital et du travail », mis en avant par les capitalistes. A cet argument des capitalistes, elle oppose les faits suivants :

1. Beaucoup de grandes industries, qui, aujourd'hui jouissent de la protection du système douanier, pourront aussi exister sans aucun amoindrissement de leur capacité. La suppression des droits de douane ne pourrait empêcher le développement d'une industrie entièrement éclosée et capable de soutenir la concurrence. Elle ne ferait que de rétablir la concurrence; certains trusts et cartels seraient entièrement détruits, et d'autres seraient au moins forcés d'abaisser leurs prix.

2. Sans doute, d'autres industries ayant fleuri sous la protection du système douanier seraient entravées dans leur développement par la suppression de ce tarif. Par contre, l'industrie des produits achevés serait avantagée car aujourd'hui elle est entravée par le renchérissement sur les matières premières et sur les moyens de fabrication que les cartels et les trusts font subir aux fabriques indigènes de produits terminés, mais qu'ils livrent aux concurrents étrangers à de vils prix. L'entravement du développement des industries de matières brutes et de produits à demi-fabriqués serait plus que compensé par le plus rapide développement des industries d'articles achevés. Ainsi, par exemple, en Allemagne et en Autriche, la suppression du tarif protecteur sur les fers ralentirait le développement de l'industrie du fer brut, mais accélérerait le développement de l'industrie des machines de la construction des vapeurs, etc. Ce changement serait un avantage pour la classe ouvrière, car l'industrie des produits finis emploie, avec un même capital, beaucoup plus d'ouvriers et, en général, les conditions de travail dans ces industries sont meilleures que dans celles des matières brutes.

La suppression des tarifs qui favorisent les agrariens et les cartels,

rendrait possible la suppression graduelle des autres droits de douane. De ce fait, la cherté de la vie ne serait pas supprimée, mais le niveau des prix s'abaisserait au point où il est aujourd'hui dans les pays de libre échange.

En fait, nous voyons déjà les prolétaires de bien des pays lutter contre les systèmes douaniers agraires et capitalistes, par exemple en Allemagne, en Autriche, en Italie et en Suisse. Aux Etats-Unis les classes régnautes ont dû déjà accorder une diminution des droits de douane pour apaiser un peu l'exaspération des masses, causée par la cherté de la vie. En Angleterre, les Unionistes ont été obligés d'abandonner le programme douanier de Mr Joseph Chamberlain, car l'inquiétude des dernières années parmi la classe ouvrière anglaise a montré que celle-ci ne se laisserait pas imposer un nouveau renchérissement des prix des aliments.

La coopération des partis socialistes des divers pays est possible et nécessaire pour lutter contre le système protecteur agraro-capitaliste.

En 1917 expirent les traités de commerce signés par les Etats de l'Europe centrale et orientale. C'est une occasion pour les Partis socialistes de faire une attaque générale contre les systèmes de douane protecteurs. La coopération du Parti dans chaque pays, à ce moment-là, augmentera la force de leur attaque. Si les Partis socialistes ont déjà appris à s'unir pour lutter contre les armements, ils doivent aussi apprendre à mener la lutte commune, avec un plan systématique, contre les tarifs protecteurs.

### b) *Les Coopératives.*

Le développement du capitalisme intercale entre le producteur et le consommateur un énorme système d'intermédiaires servant à l'échange qui est dominé par le capital commercial. Mais dans le cours ultérieur de ce développement, apparaît la tendance de supprimer le capital commercial pour remettre la production en contact immédiat avec le consommateur.

C'est à quoi aspirent tout d'abord les organisations des producteurs. Nous avons relaté plus haut les efforts des syndicats agricoles. Les trusts et les cartels s'efforcent de même, soit à supprimer les marchands, soit à les transformer en de simples agents, par l'intermédiaire desquels ils essaient d'écouler aussi directement que possible leurs marchandises aux consommateurs.

D'un autre côté, les organisations de consommateurs aspirent vers ce même but. Les coopérations de consommateurs réunies en associations centrales (Grosseinkaufsgesellschaft, Wholesale societies) cherchent à supplanter le marchand en achetant les marchandises directement au fabricant.

La fixation des prix est surtout influencée suivant que l'une ou l'autre de ces organisations est la plus forte : d'un côté se trouvant les cartels, les trusts et les syndicats agricoles, et de l'autre, les coopératives des consommateurs. Si l'organisation patronale est la plus forte, le profit qui jusqu'à présent était ramassé par le Capital commercial, après sa suppression, va tomber dans les mains des organisations industrielles et agricoles. Mais si la puissance des coopératives de consommation est grande, alors une part des profits va aux consommateurs.

L'importance des coopératives devient encore plus grande, si elle ne se limite pas à la distribution des marchandises et entreprend sa propre fabrication. Elles peuvent ainsi verser aux consommateurs le profit du patronat. En fondant des usines coopératives, les consommateurs peuvent se libérer de la dictature des prix du monopole capitaliste.

Les coopératives prolétaires ont, au début, éprouvé beaucoup de difficultés, car elles étaient pauvres et la classe ouvrière manquait d'expérience dans les affaires. Mais ces maladies de jeunesse une fois surmontées, les coopératives peuvent devenir une arme puissante dans la lutte contre la cherté de la vie. Cette importance des coopératives a déjà été reconnue au Congrès de Copenhague.

### *c) La tâche des municipalités et de l'Etat.*

Les municipalités peuvent remplir une tâche semblable aux coopératives dans la lutte contre la cherté de la vie : en faisant acquisition de terrains pour la commune ; en construisant des habitations à bon marché et en couvrant les frais de ces constructions par un impôt sur la rente foncière ; en créant des boulangeries, des laiteries et des abattoirs municipaux ; en organisant la distribution des aliments et les marchés municipaux, elles peuvent s'opposer efficacement à la cherté de la vie.

Les Etats peuvent faire tout cela sur une plus grande échelle encore. L'Etat doit d'abord favoriser l'initiative privée, ainsi par

exemple, en stimulant la construction des maisons à bon marché, en ouvrant des crédits pour ces constructions, et en rendant possible aux petits propriétaires agricoles l'amélioration de leur bien, ce qui augmentera la productivité de l'agriculture. L'Etat peut aussi amoindrir l'oppression des monopoles privés en rachetant les chemins de fer, les mines, et certaines branches d'industrie.

Toutes ces mesures ne doivent naturellement être favorisées que là où les entreprises communales ou gouvernementales se trouvent sous le contrôle effectif d'un parlement démocratique, et sous la puissante influence de la classe ouvrière. Là où la classe ouvrière ne peut exercer d'influence, l'augmentation des entreprises communales et gouvernementales est un moyen de plus pour renforcer la force souveraine des gouvernants. Il dépend donc du rapport de puissance entre les classes de chaque pays, pour savoir si la municipalisation ou le rachat par l'Etat de certaines entreprises doivent être considérés comme un moyen de combat contre la cherté de la vie.

## LES EFFETS DE LA CHERTE DE LA VIE

Le puissant développement industriel des dernières décades a tout d'abord amélioré la situation de la classe ouvrière. La demande de bras a augmenté. Le chômage est devenu moindre qu'autrefois, les temps de dépression plus courts. Les salaires ont monté. Le degré d'exploitation a semblé décroître. Dans le camp du socialisme international même, l'espoir se répandait que la classe ouvrière pourrait graduellement et pacifiquement « miner » l'exploitation capitaliste.

Mais ce même rapide développement industriel, qui momentanément a beaucoup amélioré la situation de la classe ouvrière, a eu pour effet de produire la cherté de la vie.

L'augmentation des salaires est plus que compensée par la hausse sur les denrées alimentaires et sur les loyers. La classe ouvrière se voit ainsi volée des résultats obtenus par des luttes pleines de sacrifices pour l'obtention de meilleurs salaires. L'exploitation des prolétaires s'intensifie.

Tyszka a comparé le mouvement des salaires et des prix des marchandises et a calculé le mouvement des salaires réels sur la base

des budgets de ménage. Si l'on désigne par 100 les salaires réels en 1900, on obtient les chiffres suivants: (1)

	Belgique	France	Angleterre	Prusse	Espagne
1890 . . .	82.6	89.5	82.5	77.7	89.5
1895 . . .	92.3	—	84.3	69.1	94.2
1900 . . .	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1905 . . .	86.0	104.5	91.6	88.1	94.1
1910 . . .	—	106.0	92.2	82.9	102.0

De 1890 à 1900 les salaires réels ont monté beaucoup et vite.

Après 1900 les choses changent. A partir de cette date les salaires réels en France et en Espagne montrent une augmentation lente; en Belgique, en Allemagne et en Prusse ils diminuent.

La diminution de leur niveau de vie a provoqué de l'agitation et de l'excitation parmi les masses. En Angleterre règne le « labour unrest ». Dans les Etats-Unis d'Amérique, le mécontentement des masses a fait tomber du pouvoir le parti républicain, et l'a divisé; il a changé l'aspect de la démocratie bourgeoise et a renforcé le Socialisme. En Allemagne, la cherté de la vie est la raison principale des grands changements de puissance que l'on a vus aux élections de 1912 au Reichstag. La cherté de la vie a occasionné en 1911 en France et en Autriche des révoltes dans la rue. En Italie elle a été un ferment de la grande effervescence qui y règne, exprimée souvent par des grèves générales. Même en dehors des Etats industriels capitalistes, la cherté de la vie est une force motrice du mouvement social et national. Dans la littérature sur les mouvements révolutionnaires en Turquie, en Perse, aux Indes et en Chine, la cherté de la vie est toujours caractérisée comme une des raisons principales du mécontentement général.

La cherté de la vie oblige la classe ouvrière à lutter pour des salaires plus élevés. L'organisation patronale devient chaque jour plus formidable afin de faire opposition aux ouvriers. Les conditions de la bataille syndicale sont changées. Grèves et lock-outs affectent tous les pays.

A mesure que ces contrastes de classe s'aggravent à l'intérieur des

---

(1) Tyska, *Löhne und Lebenskosten in Westeuropa im 19. Jahrhundert*. Schriften des Vereines für Sozialpolitik, vol. 145.

Etats capitalistes et que l'évolution des pays coloniaux menace le capitalisme européen de nouveaux dangers, naissent en même temps les conditions préliminaires pour la suppression de la domination capitaliste. La cherté de la vie augmente la rente foncière et le profit du capital trustifié et cartellisé. Des richesses rapidement croissantes s'accroissent dans les mains d'un petit nombre de gens. Dans les gros cartels et les trusts, la production est socialisée. Les conditions nécessaires à la transmission des moyens de production à la chose publique, pour que celle-ci devienne propriétaire et administratrice, naissent rapidement du développement même du Capitalisme.

La cherté de la vie, qui elle-même est un résultat d'un développement plus rapide du capitalisme, accélère de son côté ce développement. Elle révolutionne le travail et concentre le capital. Le moment où la classe ouvrière organisée s'emparera de la puissance du capital organisé, avance à pas de géants, et ainsi, en même temps qu'elle détruira tous les effets du capitalisme, elle extirpera aussi la cherté de la vie.

---